

Présidentielle (France) : Les mouvements sociaux peuvent-ils porter Jean-Luc Mélenchon jusqu'au second tour ?

vendredi 18 mars 2022, par [SALOMON Olivier](#) (Date de rédaction antérieure : 15 mars 2022).

Au vu des [derniers sondages](#), Jean-Luc Mélenchon semble être le seul candidat de gauche à pouvoir accéder au second tour de l'élection présidentielle. Malgré les [critiques](#) de Yannick Jadot et d'Anne Hidalgo vis-à-vis de sa position non alignée dans la guerre en Ukraine, le leader de la France Insoumise reste stable dans les enquêtes. Pour le moment, sa proposition de sortir de l'OTAN et [son léger changement de ton](#) sur le sujet n'affectent pas les intentions de vote en sa faveur.

Sommaire

- [Partis et mouvements : une \(...\)](#)
- [Une conjoncture favorable](#)
- [Un programme plus sensible \(...\)](#)
- [Une ouverture en demi-teinte](#)

Pour ce qui est sans doute sa dernière campagne, l'ex-socialiste, 70 ans, cherche à rassembler par le bas et à incarner la gauche des mouvements sociaux. Il se présente ainsi sous l'étiquette de l'Union Populaire, structure créée ex nihilo ayant vocation à regrouper une série d'acteurs issus de la société civile et représentatifs des causes féministes, antiracistes, sociales et écologistes.

L'[objectif affiché](#) est de « créer des passerelles » entre la politique partisane et les mouvements sociaux afin que ces derniers trouvent une « traduction politique ». Le Parlement de l'Union Populaire est présidé par Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, et on y retrouve notamment Aymeric Caron et Alma Dufour, deux figures de la cause écologiste, Thomas Portes, ex-cheminot et syndicaliste, ou encore des intellectuels engagés tels que [l'écrivaine Annie Ernaux](#), figure du féminisme en France.

Faut-il y voir une stratégie électorale éphémère ou une réelle voie de refondation de la gauche partisane ? Il est encore trop tôt pour le dire, mais on peut déjà constater que face à la crise que traverse la gauche, les mouvements sociaux sont amenés à peser sur les partis politiques, aussi bien au niveau organisationnel que sur la ligne politique.

Partis et mouvements : une séparation hermétique ?

Dans son essai [Le bloc arc-en-ciel](#) (2021), Aurélie Trouvé défend cette alliance des mouvements, syndicats, associations d'un côté et partis de l'autre : si les mouvements sont indispensables au renouvellement de la gauche, ils ne doivent pas négliger la conquête du pouvoir par les urnes. Néanmoins précise-t-elle, le parti politique ne devrait plus avoir le rôle central qu'il avait auparavant mais plutôt devenir un « instrument politique permettant de représenter, entre autres, les

mouvements sociaux lors des périodes électorales mais sans hégémonie sur eux ».

À ce jour, le Parlement de l'Union Populaire [n'a pas le pouvoir](#) d'infléchir significativement la campagne de Jean-Luc Mélenchon, il l'alimente en propositions et prête main-forte sur le terrain mais c'est bien l'entourage proche du candidat qui tranche les questions stratégiques. Si alliance entre parti et mouvements il y a, elle reste asymétrique et à l'avantage du premier.

Les partis politiques et les mouvements sociaux ont longtemps constitué deux univers à part, poursuivant des buts différents et fonctionnant selon des logiques propres. Mais aujourd'hui, comme l'a montré le politiste Peter Mair, les partis politiques [se sont vidés de leurs militants](#) et connaissent une véritable crise de légitimité. Les militants sont non seulement moins nombreux que par le passé, mais également plus homogènes socialement et plus âgés. Alors qu'ils faisaient autrefois le [lien](#) entre la société et les institutions étatiques, les partis fonctionnent désormais en vase clos et sont avant tout animés par des professionnels de la politique. Résultat, seulement 9 % des Français leur feraient confiance indique le [dernier baromètre du CEVIPOF](#).

Une conjoncture favorable

Dans le même temps, [selon David Meyer et Sidney Tarrow](#), les mouvements sociaux se sont routinisés, c'est-à-dire que l'engagement protestataire est rentré dans les normes des sociétés démocratiques. En conséquence, l'éventail des intérêts portés par les mouvements ainsi que leur répertoire d'action se sont élargis.

Il suffit de jeter un œil aux cinq dernières années pour s'en convaincre. Le quinquennat d'Emmanuel Macron a été riche en contestation de la part de groupes sociaux divers - « gilets jaunes », mouvement contre la réforme des retraites, manifestations lycéennes pour le climat et mobilisations contre le racisme et les violences policières - il existe bel et bien un terreau fertile à un renouvellement de la gauche par le bas.

La conjoncture serait donc propice à un rapprochement entre partis et mouvements, mais cela implique nécessairement une évolution de la ligne politique défendue et nécessite d'actualiser ce qu'on entend par « gauche » car la coagulation de toutes ces revendications [ne va pas de soi](#).

Un programme plus sensible aux minorités

Sur le fond, la volonté de la France Insoumise d'incarner la gauche des mouvements sociaux se traduit par des prises de position qui tranchent, non seulement avec celles d'autres candidats de gauche mais aussi avec les positions antérieures du parti et de son leader. Cette évolution est très nette sur les questions d'antiracisme et de lutte contre les discriminations.

Comme la grande majorité des acteurs politiques français, Jean-Luc Mélenchon a longtemps [récusé l'utilisation du terme d'islamophobie](#). Désormais, il le reprend à son compte et reconnaît sa pertinence pour analyser les discriminations et le racisme dont sont victimes les personnes de confession musulmane. Les Insoumis ont également pris part aux manifestations du comité Adama en juin 2020 et ils proposent à ce titre de mettre en place un récépissé lors des contrôles d'identité pour lutter contre les discriminations.

En phase avec les « gilets jaunes » et le mouvement de l'automne 2020 contre la loi sécurité globale, le [programme](#) de l'Union Populaire promet une vaste réforme de l'institution policière et dénonce « les 2 500 blessé·e·s dont 353 à la tête, 30 éborgné·e·s, la mort de Zineb Redouane à cause d'une

grenade lacrymogène lors de l'acte 3 des « gilets jaunes », une politique répressive brutale et légitimée par l'exécutif » ; il propose aussi de supprimer l'usage des LBD 40 (les flash-ball) et de démanteler les BRAV-M, ces unités de maintien de l'ordre créées au printemps 2019 et opérant à moto.

En matière [d'égalité femmes-hommes](#), le programme avance notamment un milliard d'euros pour lutter contre le sexisme et les violences faites aux femmes, mais plus généralement, il traduit une réelle prise en compte des avancées de la cause féministe. Il aborde en effet la domination masculine comme résultat d'un système global d'oppression patriarcale et en appelle donc à la combattre de manière transversale en s'attaquant à ses origines sociales et économiques et en agissant en matière d'éducation.

Une ouverture en demi-teinte

On le voit, ces propositions inscrites au programme de l'Union populaire font écho à un certain nombre de revendications portées par des mouvements sociaux. Ceux-ci politisent de nouvelles fractions de la population, notamment parmi la jeunesse et les habitants des quartiers populaires, et ils enrichissent la grille de lecture du monde social de la gauche. Alors qu'on oppose parfois - [à tort](#) - gauche des minorités et gauche des classes populaires, le programme l'Avenir en Commun tente de jeter un pont entre les deux et participe à la construction d'une nouvelle offre politique cohérente. Comme le rappelle le [politiste Rémi Lefebvre](#) :

« C'est à la gauche intellectuelle, militante et partidaire de produire de nouvelles représentations de la société et une proposition politique autour de l'égalité qui puisse fédérer ces divers intérêts »

En cas de défaite à l'élection présidentielle - ce qui reste le scénario le plus probable - nous verrons si l'Union Populaire n'était qu'une machine électorale ou si elle permet d'enclencher une dynamique de rassemblement pour recomposer la gauche sur de nouvelles bases. Au vu de la forte verticalité qui prévaut à la France Insoumise et de [l'absence d'espaces de débats et de vote](#) en interne, rien n'est moins sûr. La définition de la ligne du parti et de la stratégie politique reste l'apanage du sommet de la hiérarchie. L'ouverture aux mouvements sociaux est donc manifeste en termes de positionnement politique et de sensibilité à des causes nouvelles mais moins au niveau organisationnel. < !—> <http://theconversation.com/republishing-guidelines> —>

[Olivier Salomon](#), Doctorant en science politique, [Université de Montréal](#)

P.-S.

• The Conversation. Publié : 15 mars 2022, 19:44 CET • Mis à jour le : 16 mars 2022, 05:53 CET.

Cet article est republié à partir de [The Conversation](#) sous licence Creative Commons. Lire l'[article original](#).

• [Olivier Salomon](#), [Université de Montréal](#)

Avant de partir...

Depuis cinq ans, The Conversation France tient sa promesse : produire une information responsable grâce à une collaboration unique entre universitaires et journalistes. Pour nous soutenir, [faites un don mensuel pour nous soutenir](#).

Fabrice Rousselot
Directeur de la rédaction